Protection animale :Nouvelle grille « gestion des plaintes Protection Animale autres que professionnels »

Faisant suite à une demande des services déconcentrés de plus en plus sollicités pour des plaintes ou des signalements relatifs à la protection animale, la DGAL a mis en place une grille « gestion des plaintes Protection Animale autres que professionnels» pour tous les cas de plaintes et signalements quelle que soit l'espèce chez des **particuliers**, ou pour des **activités ne correspondant pas à une grille spécifique existante**.

Pour les autres cas, les grilles spécifiques doivent être utilisées.

La mise en place de cette nouvelle grille comporte 2 objectifs:

1- pouvoir enregistrer les particuliers ou activités non réglementées faisant l'objet de plaintes dans SIGAL afin que le temps de traitement du dossier (enregistrement, vérification, inspections, suites...) soit comptabilisé dans les activités des services déconcentrés;

2- disposer d'une grille généraliste qui puisse s'appliquer à des particuliers dont l'activité ne correspond pas aux grilles existantes pour les différentes espèces.

L'enregistrement de la grille dans le système d'information permet de comptabiliser l'intervention réalisée, d'éditer un rapport d'inspection qui sera envoyé à l'inspecté mais pourra également être joint au dossier en cas de procédure. Le parquet disposera donc d'un modèle harmonisé de courrier/ rapport pour tous les particuliers.

Cette grille n'a pas vocation à modifier la politique locale de gestion des plaintes mais elle constitue un outil mis à disposition pour faciliter les actions déjà mises en œuvre par les services.

La nouvelle grille est une grille qui se veut simplifiée et basée sur les **5 libertés**. L'objectif est de vérifier s'il y a atteinte ou non au bien-être animal.

En 2017, les inspections sont à enregistrer dans SIGAL :

- Si l'utilisateur inspecté est un « non-professionnel » et qu'il n'existe pas comme établissement, il faut le créer en lui attribuant un NUMAGRIT sans lui affecter d'atelier,
- Si l'utilisateur inspecté est un professionnel mais que la plainte ou le signalement ne concerne pas l'activité professionnelle enregistrée (exemple : une plainte est déposée à l'encontre d'un éleveur bovin pour maltraitance sur son chien), l'inspection doit être rattachée à l'établissement existant, sans lien avec l'atelier défini dans SIGAL.

Dans les deux cas de figure, l'espèce concernée par la plainte ou le signalement devra être mentionnée dans les commentaires de l'évaluation globale de l'inspection.

Un bilan des inspections saisies dans SIGAL sera effectué dans le courant de l'année et permettra de définir les modalités à mettre en place dans RESYTAL au 01/01/2018 pour que le dispositif d'enregistrements soit "le plus simple possible" lorsqu'il s'applique à des particuliers (et non des professionnels) qui ne sont a priori pas destinés à être inspectés ultérieurement (il doit toutefois y avoir possibilité de générer une suite à l'inspection initiale).